

## CONSÉQUENCE DE LA GRÈVE DU PERSONNEL DE L'APC

# Les ordures débordent à Sétif

Depuis lundi dernier, jour de début de grève des travailleurs de la commune de Sétif, les ordures s'entassent dans les rues du chef-lieu de wilaya.

Dans toutes les cités, à tous les coins de rue, c'est le même spectacle : les poubelles débordent. Pour cause ? L'opération de collecte des ordures à Sétif est paralysée depuis lundi dernier à cause de la grève du personnel de la commune dont font partie les agents de la voirie. Les travailleurs de la commune de Sétif, tous corps confondus, dénoncent les mauvaises conditions de travail et revendiquent des avantages et droits socioprofessionnels.

Prévu pour une seule journée, ce débrayage a été prolongé pour une durée illimitée après le refus des autorités locales, à leur tête le wali, de recevoir les représentants des travailleurs pour lui soumettre leur plateforme de revendications. «Nous savions que les travailleurs de la commune sont des laissés-pour-compte, mais avec l'obstination et le mépris des autorités locales affichés à notre égard, nous sommes maintenant persuadés que nous sommes considérés

comme des sous-hommes dans notre pays», ont déclaré les travailleurs de la municipalité rencontrés devant le siège de l'APC, lieu de leur rassemblement.

Désormais, cette grève commence à se faire ressentir lourdement dans les rues de Sétif et la population affiche clairement sa sympathie pour ces pauvres travailleurs de la commune. «Certes, la situation est devenue invivable, mais on est de tout cœur avec eux. Tous les fonctionnaires ont eu droit à des augmentations conséquentes, sauf les travailleurs de la commune qui peinent à joindre les deux bouts avec un salaire de misère. Il est inconcevable qu'un père de famille puisse vivre avec un salaire de 15 000 dinars, sans oublier les pauvres agents recrutés dans le cadre du filet social qui perçoivent 3 800 dinars mensuellement. C'est vraiment aberrant», se sont indignés des citoyens solidaires. Notons que ce mouvement de grève n'a épargné aucun servi-



Photo : DR

ce de l'APC, y compris le centre névralgique de la municipalité qui n'est autre que celui de l'état civil. Ce dernier, dont les portes sont restées closes depuis lundi, a été complètement paralysé par ce débrayage au grand dam des citoyens venus se faire délivrer tel ou tel document administratif.

«Tant que le wali, en tant que premier responsable de la wilaya et représentant de l'Etat, s'entête à

ne pas nous recevoir, notre mouvement de grève va continuer, quitte à durer une éternité», ont déclaré les représentants des travailleurs.

Notons que cette grève risque de prendre des proportions alarmantes quand on sait que plusieurs APC de la wilaya vont se joindre à ce mouvement de protestation dans les prochains jours.

Imed Sellami

## BOUIRA

# Les postiers veulent récupérer leur syndicat

C'est au quotidien que les 30 000 employés des 3 300 bureaux d'Algérie Poste doivent justifier les retards de paiement, les ruptures de réseau informatique et surtout le manque de liquidités qui s'éternise, laissant les citoyens s'emporter contre ceux qui représentent la poste : les guichetiers et autres chefs de bureau. Pourtant, ces fonctionnaires ne veulent aucunement payer à la place des vrais responsables, c'est-à-dire la Banque d'Algérie, principal fournisseur en billetterie.

Aussi, face à cette anarchie, les travailleurs d'Algérie Poste se révoltent contre l'absence de

représentants syndicaux dignes de ce nom. Certains représentants syndicaux de la base au niveau de la wilaya de Bouira, à l'image de Saoudi Youcef, dénoncent «les syndicalistes véreux affiliés à l'UGTA et la fédération de l'choulak qui ne servent aucunement les ayants droit de la poste mais leurs propres intérêts».

Par ailleurs, et malgré les encouragements du ministre de la Poste et des TIC et ses messages de soutien aux travailleurs surtout pendant cette période cruciale de maque de liquidités indépendante de la poste mais gérée intelligemment par les postiers et postières, ces derniers s'insurgent et proposent une plate-forme

de revendications dont le statut particulier de chef d'établissement, l'augmentation des salaires pour tous les travailleurs de la poste avec une fourchette entre 45 000 dinars pour un agent fonctionnaire et 100 000 dinars pour un chef d'établissement, l'assainissement des situations salariales et, enfin, la mise en place d'une cellule d'écoute pour les problèmes internes. Toujours concernant la couverture syndicale quasi inexistante pour les postiers et postières, ces derniers demandent le gel de toutes les cotisations à la fédération jusqu'à l'installation d'un véritable syndicat postier.

Katya Kaci

## GUELMA

# Hamмам Meskhoutine se dégrade

La qualité paysagère des espaces entourant le complexe thermal de Hammam Meskhoutine s'est considérablement dégradée ces derniers temps. Les équipements des aires de jeux pour enfants souffrent d'un délabrement prononcé. Le mobilier urbain qui se trouve aux alentours de la magnifique cascade bouillonnante se trouve dans état de délabrement très avancé.

Pour une ville comme Guelma qui souffre d'un manque criant de lieux de distraction et de loisirs, Hammam Meskhoutine reste parmi les

rares endroits qui attirent les visiteurs en quête de détente et de repos, notamment pendant les congés. La dégradation progressive de ce coin emblématique ne semble pas rebuter les visiteurs, puisqu'il continue à accueillir des milliers de personnes pendant les week-ends, les jours fériés et les vacances scolaires. Plusieurs citoyens, rencontrés sur les lieux pendant les dernières vacances de printemps, nous ont exprimé leur désarroi et leur inquiétude face à la mauvaise gestion de ce lieu de détente. «On nous exige de payer un ticket d'accès à 100 DA

sans pour autant pouvoir bénéficier d'un minimum de confort, même pas de toilettes, c'est scandaleux», déclarent-ils. Des familles déplorent également les incivilités d'une certaine catégorie d'individus, qui ont tendance à transformer cet espace naturel en un lieu repoussant. Les Guelmis lancent un appel pressant à la conscience citoyenne pour sauvegarder ce fascinant site touristique, censé être un espace de confort, de loisirs et de bien-être pour les enfants et leurs familles.

Noureddine Guergour

## SIT-IN DEVANT LA WILAYA DE SIDI-BEL-ABBÈS

# Des Bélabésiens rapatriés de Libye exigent un toit, un poste d'emploi et des indemnisations

A la fin de la semaine dernière et pendant deux jours de suite mercredi et jeudi, les abords du siège de la wilaya auront connu une effervescence inhabituelle avec le regroupement de tous les Bélabésiens rapatriés de Libye.

Ces derniers, par familles entières, ont observé un sit-in pour demander un toit, des postes d'emploi et des indemnisations aux pertes entraînées après leur départ précipité.

Les observateurs du sit-in ont été soit rapatriés par l'Algérie, soit sont revenus par leurs propres moyens après la situation chaotique qui a prévalu dans presque toutes les villes de Libye. Les contestataires disent avoir tout abandonné : maison, biens, com-

merce et autres activités salariales, pour rentrer dans la précipitation en Algérie.

«Nous ne possédons plus rien sur notre sol natal, même pas un toit pour nous abriter. Nous sommes devenus, du jour au lendemain, des SDF.

C'est pourquoi, nous interpellons les autorités locales pour prendre en considération notre situation et nous aider à nous réinsérer dans la société algérienne.

Nous n'avons plus rien désormais pour faire face à notre quotidien, nous qui sommes en majorité chargés de famille», ont-ils tenu à dire.

Il y a lieu de signaler que ces rapatriés ont tous reçu un don de 5 000 DA dès leur arrivée sur le sol algérien.

La situation était bien tendue

devant le siège de la wilaya avec la colère des rapatriés, encore sous le choc.

Sommés dans la journée de mercredi dernier par les services de police de se disperser, ils ont encore récidivé dans la journée de jeudi en se regroupant toute la journée devant le siège de la wilaya avec la promesse de se mobiliser tous les jours pour amener les autorités locales à leur assurer un toit, un emploi et des indemnisations.

A. M.

## SKIKDA

# L'extraction de sable fait ravage à Ben-Azzouz

Une centaine d'habitants de Ben-Azzouz, entre anciens cadres du secteur public et économique, élus et représentants du mouvement associatif, se sont rassemblés, dans la matinée de mercredi, devant le siège de la daïra, pour dénoncer les atteintes à l'environnement dont fait l'objet leur région à vocation touristique et agropastorale.

Selon des sources concordantes, depuis lundi dernier, il est procédé à grande échelle, au vu et au su de tout le monde, à l'extraction du sable de la zone humide de Guerbes-Sanhadja, pourtant zone protégée par la convention internationale de Ramsar, et à l'ouverture des pistes vers la plage de Kef Fatma.

«Après la zone humide, c'est autour du littoral de subir les assauts d'une bande de personnes sans scrupules.

Ce qui est intrigant, c'est le fait que ces gens jouissent d'une impunité sans pareil», déplore notre source. Les citoyens mécontents ont demandé à rencontrer le chef de daïra, retenu à l'APW pour la session qui se déroulait le même jour. Ils se sont, après avoir pris attache avec le secrétaire général, dispersés dans le calme, tout en formulant le vœu que soit pris en considération leur revendication visant à protéger l'environnement.

Zaïd Zoheir

## BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

# Un «guide des consommateurs» pour les non-voyants

L'Association pour la protection et la défense du consommateur vient d'innover à Bordj-Bou-Arréridj en faisant éditer un dépliant en braille, truffé de conseils et d'informations utiles. Selon le président de cette association locale, M. Abdelhamid Zaïdi, ce document, accueilli avec beaucoup de joie par la population concernée, a pu être imprimé à 500 exemplaires grâce au concours de l'école des non-voyants de Bordj-Bou-Arréridj.

Reconnaissant l'insuffisance de ce tirage, M. Zaïdi en appelle aux «âmes charitables et à des sponsors» pour le financement de l'impression et de la diffusion à titre gracieux de ce dépliant dans tout le pays.

«Pour l'heure, seul le ministère du Commerce, enthousiasmé par cette initiative, a octroyé une aide de 700 000 dinars», a-t-il relevé. Il se trouve «malheureusement», que l'unique imprimerie spécialisée du pays, située à Alger, est actuellement en panne, ce qui a poussé les concepteurs du dépliant à le réaliser «page par page» grâce à un effort considérable des élèves non voyants de l'école de Bordj-Bou-Arréridj, a déploré M. Zaïdi. L'Association pour la protection et la défense du consommateur distribue chaque année, à l'approche de la saison estivale, des guides destinés aux ménagères qui reçoivent gratuitement moult conseils en matière de consommation et de préservation de la santé.

APS